

L'UE ne fait plus rêver que l'Afrique, et encore?

Les Britanniques quittent-ils le Titanic ? La conjoncture économique de l'Union européenne s'assombrit et la liste d'attente s'amaigrit.

Un no deal-Brexit ne serait pas une bonne nouvelle pour l'économie britannique - les médias insistent lourdement là-dessus -, mais cela ne serait pas pour autant quelque chose de positif pour les 26 autres économies de l'UE, ce que l'on a moins souvent l'occasion d'entendre.

Bien sûr, ce qui compte pour nos technocrates européens, c'est avant tout de faire un exemple afin d'éviter qu'un autre pays ne soit tenté de quitter le Titanic.

Le 18 novembre 2018, Michel Barnier, le négociateur en chef chargé de la préparation et de la conduite des négociations avec le Royaume-Uni, évoquait d'ailleurs la possibilité de reculer la « période de transition » de fin 2020 à fin 2022.

Comme l'explique Le Figaro, il s'agit de la période durant laquelle « l'intégralité des règles et engagements européens, notamment financiers, continuera de s'appliquer au Royaume-Uni, qui n'aura en revanche plus son mot à dire dans les processus de décision. »

L'UE serait une prison dorée ?

Le blogueur politico-financier Bruno Bertez commentait, ironique : « Sortiront-ils un jour ? La construction européenne est une prison, c'est Hotel California ! ». L'une des interprétations des paroles de la chanson des Eagles est qu'il s'agirait d'une métaphore de l'industrie musicale de Los Angeles des années 1970 : une prison dorée dans laquelle une fois rentré, un artiste ne pouvait plus jamais ressortir !

L'Islande préfère son propre modèle démocratique

Concernant la liste d'attente, le Premier ministre islandais Katrín Jakobsdóttir a confirmé que la république islandaise n'a pas vocation à renouveler la demande d'intégration à l'UE, qu'elle a abandonnée en 2015.

Je vous livre deux extraits de son explication :

« La Banque centrale européenne est devenue vraiment puissante sans être très démocratique. Les politiques économiques de l'UE ont été vraiment éloignées des gens de l'Eurozone et elles ont créé des divisions qui n'auraient pas dû être [] Quand nous regardons notre économie, notre structure sociale et notre processus législatif, je pense que nous nous sommes assez bien débrouillés

sans être membres de l'UE ».

Notez que bien qu'étant un état insulaire n'appartenant pas à l'UE, l'Islande n'est pas pour autant coupée du reste du monde. L'Euobserver explique :

« Elle reste membre de l'Association européenne de commerce équitable (AECE) et de l'Espace économique européen (EEE), deux clubs de libre-échange, à la place ».

Aux dernières nouvelles, il ne me semble pas que l'on meure de faim dans les rues de Reykjavik.

Le pays européen le plus attractif n'est pas membre de l'UE

Voyez-vous, contrairement à ce que voudraient nous faire croire bien des politiciens, le pays européen qui fait le plus rêver dans le monde, c'est la Suisse !

La conclusion la moins sévère que l'on puisse tirer de cette carte, c'est que dans le meilleur des cas, l'UE est peut-être encore perçue comme la panacée dans quelques pays africains

Et lorsque l'on connaît les perspectives de croissance économique au sein de l'UE cinq ans après ce sondage, on doute que les résultats seraient plus favorables à l'UE si une telle enquête devait être réalisée aujourd'hui.

La croissance de la Zone euro revue à nouveau à la baisse

Vous vous souvenez du consensus du mois de juin ? A l'époque, la BCE tablait sur 1,9% de croissance au sein de la Zone euro en 2019, avant de la revoir à 1,8% mi-septembre.

Je commentais le 20 novembre que « la BCE pourrait bien ne pas en avoir fini d'abaisser ses prévisions de croissance »..

Lors de sa conférence de presse du 13 décembre 2018, Mario Draghi a à nouveau amputé d'un dixième de point sa prévision de croissance pour la Zone euro en 2019, la ramenant ainsi à 1,7% du PIB des 19 Etats-membres. Pour 2020, on se situerait toujours à 1,7% et la BCE verrait bien un petit 1,5% en 2021.

Côté inflation, Mario Draghi table sur 1,6% en 2019, 1,7% en 2021 et 1,8% en 2022.

Notez que le millésime 2018 afficherait 1,9% de croissance pour 1,8% d'inflation.

La BCE voit donc « une dynamique de croissance plus faible qu'auparavant », laquelle s'explique par des risques en augmentation.

Comme le dit Mario Draghi lui-même :

« L'équilibre des risques (aux perspectives de croissance) est orienté à la baisse en raison de la persistance d'incertitudes liées à des facteurs géopolitiques, à la menace protectionniste, aux faiblesses des marchés émergents et à la volatilité des marchés financiers ».

Comme cela faisait plusieurs mois que Mario Draghi martelait que les risques étaient « globalement équilibrés », l'euro n'a pas particulièrement apprécié la nouvelle et s'est déprécié face au dollar.

La récession épargnera-t-elle la Zone euro aussi longtemps que le prévoit Mario Draghi ?

Pour plus d'informations de ce genre, c'est ici et c'est gratuit